

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

REGION DU NORD

DEPARTEMENT DE LA BENOUE

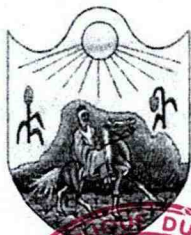
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE

GAROUA 1^{er}

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NORTH REGION

BENOUE DIVISION

GAROUA 1 COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL PUBLIC CONTRACTS

ADMINISTRATIVE MANAGEMENT SERVICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 05/DAONO/CAG1^{er}/CIPM/2025 DU 07 AVR 2025 LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE
RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN DALOT DOUBLE AU QUARTIER KANADI
(L= 13 ML;I=5ML;H=1ML), DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE GAROUA 1^{ER},
DEPARTEMENT DE LA BENOUE, REGION DU NORD.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre du BIP du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local - Exercice 2025, le Maire de la Commune d'Arrondissement de Garoua 1^{er} lance en procédure d'urgence pour le compte de la Commune, un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction d'un dalot double au quartier KANADI (L= 13 ML;I=5ML;H=1ML), dans la Commune d'Arrondissement de Garoua 1^{er}, Département de la Bénoué, Région du Nord, ainsi qu'il suit :

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent tous les corps d'état prévus et détaillés dans le cadre du Devis Quantitatif et Estimatif, notamment :

- Travaux préparatoires
- Terrassement
- Travaux de Bétonnage

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **trois (03) mois**.

4. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont constitués en **un (01) lot unique**

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente-neuf millions (39 000 000) Francs CFA toutes taxes comprises**.

6. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

CSUS JAN 8 0

7. Participation et origine

Le présent appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises de droit camerounais ayant une compétence dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, n'ayant pas abandonné un marché au cours des trois dernières années et ne figurant pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP.

8. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le budget d'investissement public du MINDDEVEL de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°.....

9. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la **soumission en ligne exclusivement**.

10. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **sept cent quatre vingt mille (780.000) Francs CFA**; *il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté en vigueur* et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses **<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (**www.armp.cm**). dès Publication de l'avis d'Appel d'Offre.

12. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la **Mairie de la Commune d'Arrondissement de Garoua 1^{er}** dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, contre versement d'une somme non remboursable de **Cinquante mille francs (50 000) francs CFA**, payable à la Recette municipale de la Commune d'Arrondissement de Garoua 1^{er} ou au trésor public le cas échéant.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

13. Remise des offres

Chaque Offre rédigée en français ou en anglais doit être déposé exclusivement en ligne à l'adresse **<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** au plus tard le **08 MAI 2025** à 10 heures, heure locale.

14. Recevabilité des plis :

Les offres seront exclusivement transmises en ligne. Toutefois, chaque soumissionnaire est tenu de remettre lors de la séance de dépouillement, un exemplaire original de ses offres administrative, technique et financière.

NB : Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis, qui se fera exclusivement en ligne et en un temps, à savoir, l'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières, aura lieu le **08 MAI 2025** à 11 heures dans la **salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Arrondissement de Garoua 1^{er}**.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

➤ 16.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 31 critères essentiels (le chiffre 31 renvoie au seuil de qualification des offres techniques) ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière à la fois dans le BPU, le DQE et le SDPU;
- de l'absence de possession d'un matériel minimum (camion benne) en propre ou en location ;
- de l'absence de la charte d'Intégrité

- de l'absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

➤ **16.2. Critères essentiels**

L'évaluation des Offres techniques se fera par la méthode binaire (oui/non) suivant la grille d'évaluation établie sur 43 **critères essentiels** jointe au RPAO et qui prend en compte les critères essentiels ci-dessous.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- L'expérience du personnel de l'entreprise : sur **18 critères** ;
- La disponibilité du matériel et des équipements essentiels : sur **06 critères** ;
- Proposition technique et planning d'exécution des travaux : sur **12 critères** ;
- Références de l'entreprise et capacité de préfinancement de l'Entreprise supérieure ou égale au tiers du coût prévisionnel, soit **treize millions (13 000.000) FCFA** : sur **07 critères**.

Seuls les Soumissionnaires ayant obtenu 31 « oui » sur 43 possible soit (70%) seront qualifiés pour la suite de la procédure et verront leur Offre financière analysée.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Nombre maximum de lots : sans objet

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à [service SIGAMP porte 121, BP : 488 Garoua, téléphone : 222 27 26 86, fax, e-mail] ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou **tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.**

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 222 27 26 86

Ampliations:

- MINMAP/Yaoundé
- MINEDUB/Yaoundé
- ARMP /Nord (pour publication et archivage)
- DDMAP-Bénoué
- Président CIPM (pour information)
- SOPECAM (Pour publication)
- Affichage (pour information)
- Archives/Chrono

07 AVR 2025

GAROUA, le _____
Le Maire
(Autorité contractante)



Aloum Garga

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

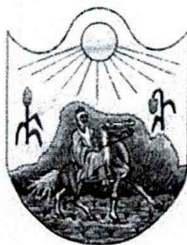
REGION DU NORD

DEPARTEMENT DE LA BENOUE

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
GAROUA 1er

SECRETIARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NORTH REGION

BENOUE DIVISION

GAROUA 1 COUNCIL

GENERAL SECRETARIAT

INTERNAL PUBLIC CONTRACTS
ADMINISTRATIVE MANAGEMENT
SERVICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°05/ONIT/CAG1^{er}/ST/ICPC/2025 OF THE **07 AVR 2025** LAUNCHED IN EMERGENCY
FOR THE CONSTRUCTION WORKS IN THE DUAL MASONR KANADI QUARTER IN
GAROUA I SUBDIVISION COUNCIL, BENOUE DIVISION, NORTH REGION.

1. Object of the invitation to tender

Within the framework of **2025** budgetary exercise, the Garoua 1 Subdivision Council Mayor, Contracting Authority, hereby launches in emergency on behalf of Garoua 1st Subdivision Council an invitation to tender an Open National Invitation to tender for **construction works in the dual masonr kanadi quarter in Garoua i subdivision council, Benoue division, North Region.**

2. Consistency of works

These works take into account all aspects of construction according to current standards and the rules of the art, including the necessary Implementations and the completion of the building.

The works are defined within the general terms of order of works and bill of quantities, estimated in this contract.

The services of this contract include:

- Preparatory work
- Terrassement ;
- Betonage work ;

3. Execution deadline

The maximum execution deadline provided for by the Project Owner for the execution of the works subject of this tender shall be **three (03) months.**

3. Allotment

The works are subdivided into batches defined here below:

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands is **thirty night Millions (39.000.000) CFA.**

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is **three (03) calendar months**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in tendering is open on equal terms to legal Cameroonian companies with technical and financial capabilities to carry out works subject to this tender and have not abandoned a contract during the three last years and also not on list of faltering enterprises annually established by MINMAP.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by MINDDEVEL of 2025 financial year (s), budget head No.....

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of two **seven hundred and eighty thousand (780 000) CFA F**. *It is not more than 2 % of the estimated cost of the contract all taxes inclusive (ATI), in accordance with the Order in force*] and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the PO at [place of consultation of tender file (SIGAMP service), door number, P.O. Box, telephone, fax, e-mail]] as soon as this notice is published. It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.mar-chespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP [website \(www.armp.cm\)](http://www.armp.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from [(place of withdrawal of the TF (service, door number, P.O. Box, telephone, fax, e-mail))] as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50 000) francs CFA**, payable at the Treasury Garoua 1st Subdivision Council. It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French online

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;

- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible.

Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on Garoua 1st Subdivision Council hall the **08. MAY. 2025** at **11 hours am** by the Project Owner Tenders Board in the Garoua 1st Subdivision Council hall located at Garoua 1st Subdivision Council.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 43 (forty-three) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening session;
- Failure to submit, beyond the 43(forty-three) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 31 essential criteria (31 referring to the qualification threshold of technical bids)
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Failure to comply with bids file format;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of prospectus accompanied by manufacture's technical sheet produced (where applicable)
- Absence of approval or authorisation of manufacturer, if applicable;
- Absence of own or hired minimum equipment (to be specified by the Project Owner);
- Absence of grading(categorisation) certificate if applicable;

- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

15.2 Essential criteria

Essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed. It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected.

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- Bidder's references;
- Financial capacity; (*Access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency*);
- Personnel qualification and experience;
- Logistic means,
- Methodology.

NB: Only the Proponents, who have obtained 70% of YES or **31 over 43 YES**, will be qualified for the rest of the procedure and will have their Financial Offer analyzed.

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

A candidate may tender for one or several lots, but cannot be awarded more than *one* lots.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for *90 days* from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from [(SIGAMP service), door number, P.O Box, telephone, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or *any other electronic communication means indicated by the Project Owner.*

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO/DPO on

Ampliations:

- MINMAP/Yaoundé
- MINDEVEL/Yaoundé
- DDMAP-Bénoué
- ARMP /Nord (pour publication et archivage)
 - Président CIPM (pour information)
 - SOPECAM (Pour publication)
 - Affichage (pour information)
 - Archives/Chrono

Garoua, **07 AVR 2025**
The Mayor
(The Contracting Authority)
